

Secrétaire d'administration	1	Bestuurssecretaris	1
Inspecteur	23	Inspecteur	23
Services extérieurs		Buitendiensten	
Conseiller-chef de service	1	Adviseur-hoofd van dienst	1
Directeur	6	Directeur	6
Inspecteur principal spécial	6	Eerstaanwendend speciaal inspecteur	6
Inspecteur	7	Inspecteur	7
Niveau 2+		Niveau 2+	
Services centraux		Centrale diensten	
Secrétaire de direction ou secrétaire principal de direction (1)	2	Directiesecretaris of eerstaanwendend directiesecretaris (1)	2
Services extérieurs		Buitendiensten	
Contrôleur ou contrôleur principal (1)	103	Controleur of eerstaanwendend controleur (1)	103
Contrôleur en chef	19	Hoofdcontroleur	19

(1) application du principe de la carrière plane.

Les emplois indiqués avec un astérisque sont des emplois en extinction, mentionnés à l'article 1er, § 2 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 fixant le cadre organique du Ministère des Affaires économiques.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 14 juillet 1995 portant répartition des emplois des niveaux 1 et 2+ du cadre organique du Ministère des Affaires économiques entre les différentes administrations, modifié par l'arrêté ministériel du 2 décembre 1996, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juillet 1997.

E. DI RUPO

(1) toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

De betrekkingen aangeduid met een sterretje zijn uitdovingsbetrekkingen, vermeld in artikel 1, § 2 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Economische Zaken.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 14 juli 1995 houdende verdeling van de betrekkingen van de niveaus 1 en 2+ van de personeelsformatie van het Ministerie van Economische Zaken over de verschillende besturen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 16 juli 1997.

E. DI RUPO

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 2263

[97/9817]

16 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal fixant le règlement particulier de la Cour du travail de Liège

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 103 à 113;

Vu les avis du premier président de la Cour du travail de Liège, du premier président de la Cour d'appel de Liège, du procureur général à Liège, du greffier en chef de la Cour du travail de Liège et des bâtonniers des barreaux du ressort de cette Cour;

Vu l'arrêté royal du 21 juillet 1970 relatif à l'institution de sections dans les cours du travail, les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail, les tribunaux de commerce et les tribunaux de police, notamment l'article 1er, § 3;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Cour du travail de Liège est composée de quinze chambres réparties en trois sections : Liège, Namur et Neufchâteau.

Les chambres sont compétentes en toutes matières mais connaissent plus particulièrement des affaires comme suit :

a) Section de Liège

— La première chambre connaît des référés, des matières auxquelles les règles de procédure relatives aux référés sont applicables, de l'assistance judiciaire ainsi que des matières prévues aux articles 578 à 583 du Code judiciaire;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 2263

[97/9817]

16 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Luik

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 103 tot 113;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Luik, van de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Luik, van de Procureur-generaal te Luik, van de hoofdgriffier van het Arbeidshof te Luik en van de stafhouders van de balies van het rechtsgebied van dat Hof;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juli 1970 betreffende de instelling van afdelingen in de arbeidshoven, de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken, de rechtbanken van koophandel en de politierechtbanken, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Arbeidshof te Luik bestaat uit vijftien kamers verdeeld over drie afdelingen : Luik, Namen en Neufchâteau.

De kamers zijn bevoegd voor alle zaken maar nemen meer in het bijzonder kennis van de zaken als volgt :

a) Afdeling Luik

— De eerste kamer neemt kennis van de zaken in kort geding en die waarop de procedureregelen van het kort geding van toepassing zijn, van de rechtsbijstand alsmede van de zaken genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek;

— la deuxième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 580 et 581 du Code judiciaire;

— la troisième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 582, 1° et 2° du Code judiciaire;

— la quatrième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 580 du Code judiciaire;

— la cinquième chambre connaît des matières prévues aux articles 580 et 582, 1° et 2° du Code judiciaire, ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

— la sixième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579 et 580 du Code judiciaire;

— la septième chambre connaît des procédures en langue allemande relatives aux référés, des matières auxquelles les règles de procédure relatives aux référés sont applicables, de l'assistance judiciaire, des matières prévues par les articles 578 à 583 du Code judiciaire ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

— la huitième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579, 580, 582, 3° et 4° et 583 du Code judiciaire;

— la neuvième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579, 580, 582, 3° et 4° et 583 du Code judiciaire;

— la dixième chambre connaît des matières prévues à l'article 580 du Code judiciaire;

— la quinzième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 579 du Code judiciaire;

b) Section de Namur

— La douzième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579 et 580 du Code judiciaire ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

— la treizième chambre connaît des référés, des matières auxquelles les règles de procédure relatives aux référés sont applicables, de l'assistance judiciaire ainsi que des matières prévues aux articles 578 à 583 du Code judiciaire;

— la quatorzième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 580 du Code judiciaire.

c) Section de Neufchâteau

La onzième chambre connaît des référés, des matières auxquelles les règles de procédure relatives aux référés sont applicables, de l'assistance judiciaire ainsi que des matières prévues aux articles 578 à 583 du Code judiciaire et des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Chaque chambre connaît, en outre, selon la répartition qui en est faite par le premier président, des autres affaires dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

Art. 2. Les audiences des différentes chambres sont fixées à 14 h. 30 et se tiennent :

a) A la section de Liège : Palais de Justice, place Saint-Lambert à 4000 Liège;

— devant la première chambre : les premier et troisième mardis;

— devant la deuxième chambre : le quatrième lundi, les premier, deuxième et quatrième mardis et les deuxième et quatrième vendredis;

— devant la troisième chambre : les troisième lundi et deuxième mardi;

— devant la quatrième chambre : le deuxième lundi et les premier et troisième vendredis;

— devant la cinquième chambre : les premier, deuxième et quatrième vendredis;

— devant la sixième chambre : le deuxième lundi, le troisième mardi et les premier et troisième mercredis;

— devant la septième chambre : les premier et quatrième lundis;

— de la deuxième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 580 et 581 du Code judiciaire;

— la troisième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 582, 1° et 2° du Code judiciaire;

— la quatrième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 580 du Code judiciaire;

— la cinquième chambre connaît des matières prévues aux articles 580 et 582, 1° et 2° du Code judiciaire, ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

— la sixième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579 et 580 du Code judiciaire;

— la septième chambre connaît des procédures en langue allemande relatives aux référés, des matières auxquelles les règles de procédure relatives aux référés sont applicables, de l'assistance judiciaire, des matières prévues par les articles 578 à 583 du Code judiciaire ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

— la huitième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579, 580, 582, 3° et 4° et 583 du Code judiciaire;

— la neuvième chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579, 580, 582, 3° et 4° et 583 du Code judiciaire;

— la dixième chambre connaît des matières prévues à l'article 580 du Code judiciaire;

— la quinzième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 579 du Code judiciaire;

b) Afdeling Namen

— De twaalfde chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579 et 580 du Code judiciaire ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

— la treizième chambre connaît des référés, des matières auxquelles les règles de procédure relatives aux référés sont applicables, de l'assistance judiciaire ainsi que des matières prévues aux articles 578 à 583 du Code judiciaire;

— la quatorzième chambre connaît des matières prévues aux articles 578 et 580 du Code judiciaire.

c) Afdeling Neufchâteau

De elfde chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 579 et 580 du Code judiciaire ainsi que des contestations visées à l'article 34ter, § 4, de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Iedere kamer neemt daarenboven, overeenkomstig de verdeling gedaan door de eerste voorzitter, kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet zijn genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 2. De zittingen van de verschillende kamers zijn vastgesteld om 14 u. 30 en worden gehouden :

a) Afdeling Luik : Palais de Justice, place Saint-Lambert te 4000 Luik;

— voor de eerste kamer : de eerste en derde dinsdag;

— voor de tweede kamer : de vierde maandag de eerste, tweede en vierde dinsdag en de tweede en vierde vrijdag;

— voor de derde kamer : de derde maandag en de tweede dinsdag;

— voor de vierde kamer : de tweede maandag en de eerste en derde vrijdag;

— voor de vijfde kamer : de eerste, tweede en vierde vrijdag;

— voor de zesde kamer : de tweede maandag, de derde dinsdag en de eerste en derde woensdag;

— voor de zevende kamer : de eerste en vierde maandag;

— devant la huitième chambre : les deuxième et quatrième mercredis et les premier, deuxième, troisième et quatrième jeudis;

— devant la neuvième chambre : les premier et troisième lundis et les premier, deuxième, troisième et quatrième mercredis;

— devant la dixième chambre : le troisième vendredi;

— devant la quinzième chambre : les deuxième, troisième et quatrième jeudis.

b) A la section de Namur : Palais de Justice, place du Palais de Justice 5, à 5000 Namur;

— devant la douzième chambre : les premier, troisième et quatrième lundis;

— devant la treizième chambre : les premier, troisième et quatrième mardis;

— devant la quatorzième chambre : les deuxième et quatrième jeudis.

c) A la section de Neufchâteau : Palais de Justice, place Charles Bergh à 6620 Neufchâteau;

devant la onzième chambre : les premier, deuxième, troisième et quatrième mercredis.

Art. 3. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences supplémentaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, après avoir obtenu l'accord du premier président lequel recueille préalablement l'avis du procureur général et du greffier en chef.

Art. 4. Toutes les affaires, y compris celles dont les juridictions du travail prennent connaissance en vertu de dispositions légales ou réglementaires qui ne sont pas visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire, sont introduites comme suit :

a) A la section de Liège :

— devant la première chambre (procédure en langue française) : les premier et troisième mardis;

— devant la deuxième chambre (art. 581 C.J., indépendants) : le deuxième mardi;

— devant la troisième chambre (art. 582 C.J. handicapés) : le deuxième mardi;

— devant la septième chambre (procédure en langue allemande) : le premier lundi;

— devant la huitième chambre (minimex — aide sociale) : le deuxième mercredi.

b) A la section de Namur :

— devant la douzième chambre : le troisième lundi;

— devant la treizième chambre (indépendants et handicapés) : le troisième mardi.

c) A la section de Neufchâteau :

— devant la onzième chambre : le deuxième mercredi.

Art. 5. Chaque année, le premier président de la Cour établit, après avoir pris l'avis du procureur général, le tableau des audiences de vacations dont il fixe les jours et heures et désigne les magistrats appelés à assumer le service. Le premier président peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

Art. 6. L'arrêté royal du 20 août 1985 établissant le règlement particulier de la Cour du travail de Liège est abrogé.

Art. 7. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

— voor de achtste kamer : de tweede en vierde woensdag en de eerste, tweede, derde en vierde donderdag;

— voor de negende kamer : de eerste en derde maandag en de eerste, tweede, derde en vierde woensdag;

— voor de tiende kamer : de derde vrijdag;

— voor de vijftiende kamer : de tweede, derde en vierde donderdag.

b) Afdeling Namen : Palais de Justice, place du Palais de Justice 5 te 5000 Namen;

— voor de twaalfde kamer : de eerste, derde en vierde maandag;

— voor de dertiende kamer : de eerste, derde en vierde dinsdag;

— voor de veertiende kamer : de tweede en vierde donderdag;

c) Afdeling Neufchâteau : Palais de Justice, place Charles Bergh te 6620 Neufchâteau;

voor de elfde kamer : de eerste, tweede, derde en vierde woensdag.

Art. 3. De kamers kunnen, naargelang de behoeften van de dienst, bijkomende zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur vaststellen, na akkoord van de eerste voorzitter die voorafgaandelijk het advies van de procureur-generaal en van de hoofdgriffier inwint.

Art. 4. Alle zaken, met inbegrip van degene waarvan de arbeidsge-rechten kennis nemen krachtens wettelijke en reglementaire bepalingen die niet worden genoemd in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek, worden ingeleid als volgt :

a) Bij de afdeling Luik :

— voor de eerste kamer (rechtspleging in de Franse taal) : de eerste en de derde dinsdag;

— voor de tweede kamer (art. 581 G.W., zelfstandigen) : de tweede dinsdag;

— voor de derde kamer (art. 582 G.W., minder-validen) : de tweede dinsdag;

— voor de zevende kamer (rechtspleging in de Duitse taal) : de eerste maandag;

— voor de achtste kamer (bestaansminimum — maatschappelijke hulpverlening) : de tweede woensdag.

b) Bij de afdeling Namen :

— voor de twaalfde kamer : de derde maandag;

— voor de dertiende kamer (zelfstandigen en minder-validen) : de derde dinsdag.

c) Bij de afdeling Neufchâteau :

— voor de elfde kamer : de tweede woensdag.

Art. 5. Ieder jaar stelt de eerste voorzitter van het Hof, na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen, de lijst vast van de vakantiezittingen van de welke hij de dagen en uren bepaalt en wijst de magistraten aan die de dienst moeten verzekeren. De eerste voorzitter kan die lijst te allen tijde wijzigen naargelang de behoeften van de dienst.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 20 augustus 1985 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor het Arbeidshof te Luik wordt opgeheven.

Art. 7. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET